



« Afrikki mwinda » : Y'en a marre, Balai citoyen, Filimbi et Lucha – catalyseurs d'une dynamique transafricaine de l'engagement citoyen

Mamadou Dimé*, Pascal Kapagama**, Zakaria Soré***
& Ibrahima Touré****

Résumé

Cette contribution montre comment Filimbi et la Lucha en République démocratique du Congo, le Balai citoyen au Burkina Faso et Y'en a marre au Sénégal traduisent des permanences et des ruptures dans les processus, figures et modes de contestation sociopolitique et d'engagement citoyen en Afrique. S'appuyant sur une démarche qualitative, elle met l'accent sur une discussion des dimensions relevant du contexte national sur le projet sociopolitique porté par ces mouvements d'affirmation citoyenne. Elle discute des enjeux, des modalités d'articulation, des défis et des limites de la « transafricaine de l'indocilité » que ces mouvements désirent incarner et impulser. Elle étudie enfin l'ancrage idéologique de ces mouvements et les modalités de déclinaison de leurs actions politiques et de leurs conquêtes citoyennes.

Abstract

This contribution shows how Filimbi and Lucha in the Democratic Republic of the Congo, Balai citoyen in Burkina Faso and Y'en a marre in Senegal translate permanencies and ruptures in the processes, figures and modes of sociopolitical

* Département de sociologie, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal.
Email : mamadou.dime@ugb.edu.sn

** Département de sociologie, Université de Kinshasa, Kinshasa, République démocratique du Congo. Email : paskpgm@yahoo.fr

*** Département de sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso.
Email : sorefils@gmail.com

**** Département de sociologie, Université Assane Seck, Ziguinchor, Sénégal.
Email : ibrahima.toure@univ-zig.sn

contestation and civic engagement in Africa. Based on a qualitative approach, it focuses on a discussion of the dimensions of the national context on the socio-political project carried by these citizen movements. It discusses the issues, the modalities of articulation, the challenges and limits of the 'trans-African of indocility' that these movements want to incarnate and impulse. Finally, it studies the ideological anchoring of these movements and the methods of declining their political actions and their citizens' conquests.

Introduction

La décennie en cours est marquée dans certains pays africains par l'irruption sur la scène sociopolitique de mouvements citoyens. Leur caractère inédit, la singularité de leurs modes d'action et de rayonnement, la portée de leurs revendications et les figures qui leur ont donné naissance ont attiré les projecteurs médiatiques, mais aussi le regard des chercheurs. Cela, en raison de leur volonté de transcender les frontières nationales pour fédérer leurs actions et, à terme, de définir un agenda politique commun tout en apprenant les uns des autres. Ces mouvements citoyens occupent une place grandissante dans les épisodes de contestation et de mobilisation sociopolitiques. En tant qu'organisations collectives, ils se définissent par la façon dont ils énoncent et dénoncent des questions sociales, culturelles et politiques. Ils revendentiquent de plus larges espaces de liberté et l'avènement de politiques publiques mieux articulées aux aspirations des populations. Ils exigent des modèles de gouvernance qui préservent les intérêts économiques des populations africaines en rompant avec les logiques néocoloniales de prédition des ressources.

Les jeunes sont les initiateurs de ces nouveaux mouvements sociaux que connaît le continent africain. Face à l'émergence de cette nouvelle forme de contestation, la riposte des autorités a oscillé entre violentes répressions, tentatives de corruption, d'infiltration, de diabolisation, de musellement, voire d'instrumentalisation, mais également d'ostracisme. Aujourd'hui, les pouvoirs publics sont souvent déroutés par les méthodes d'action et les stratégies d'organisation de ces mouvements sur le terrain. Ces derniers se démarquent par leur capacité à utiliser les opportunités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication. Leurs stratégies de mobilisation, leur rayonnement, la diffusion de leurs slogans et leur organisation territoriale reposent pleinement sur l'usage stratégique des réseaux sociaux. Aussi n'est-il pas étonnant que l'une des stratégies répressives «soft», devant l'éventualité de périodes troubles, soit justement de couper l'Internet dans l'espoir de bloquer toute tentative de contestation à travers les réseaux sociaux.

Avec ces mouvements citoyens, les jeunesse africaines semblent marcher d'un énième pas dans la longue tradition de dissidence et d'indocilité dont les racines remontent à la période coloniale (Mamdani & Wamba Dia Wamba 1995 ; Mbembe 1992 ; Siméant 2013). Les dynamiques de contestation ont pris de l'épaisseur pendant le règne des partis uniques, mais surtout lors des moments de revendication pour l'instauration de la démocratie (périodes des conférences nationales en 1990 et 1991). Ces luttes ont servi de socle aux mouvements citoyens avec l'élosion, à partir de 2011, d'une nouvelle génération d'activistes aux profils socioprofessionnels diversifiés, mais unis par leur volonté de trouver un ancrage idéologique dans le panafricanisme, l'utopie « sankariste » et la revitalisation des rêves des pères fondateurs (Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Julius Nyerere, Amilcar Cabral, Cheikh Anta Diop, etc.) ainsi que par leur désir de bâtir un réseau transafricain d'activisme politique.

La dynamique transafricaine d'indocilité et de dissidence est avant tout portée par les pionniers des mouvements d'engagement citoyen que sont Y'en a marre au Sénégal, le Balai citoyen au Burkina Faso et enfin la Lucha et Filimbi en République démocratique du Congo (RDC). En plus de leur caractère novateur, ces quatre mouvements ont été choisis pour la coïncidence de leurs périodes d'émergence relativement proches (début de la décennie 2010), la similitude des dynamiques de revendication, qui commencent par des questions de société suivies de l'aspiration à un profond renouvellement de l'élite politique et à une transformation des systèmes de gouvernance dans leurs pays respectifs. Les quatre mouvements sont également aujourd'hui engagés entre eux dans un processus de collaboration qui préfigure leur volonté de conférer une dimension panafricaine à leur combat.

D'ailleurs, la première édition de l'Université populaire de l'engagement citoyen (UPEC) a été organisée en juillet 2018 à Dakar sous l'impulsion des quatre mouvements. La participation de plus d'une vingtaine d'autres mouvements citoyens est révélatrice du profond désir de mise en place d'une dynamique panafricaine de lutte ainsi que d'un agenda de revendications et de modes d'action cherchant à faire fi des clivages linguistiques, des barrières nationales, des contingences des histoires nationales et des conjonctures politiques locales. À cette occasion, une plateforme panafricaine dénommée « Afrikki mwinda »¹ a été mise en place pour porter les messages de « ceux qui ont remplacé les armes par leurs voix, leurs balais et leurs sifflets pour la démocratie [...] et placent la bonne gouvernance, la responsabilité de l'État et le respect des libertés fondamentales au cœur de leurs revendications ».²

Y'en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha se targuent d'avoir influé dans les alternances politiques dans chacun de leurs pays. Y'en a

marre continue de s’arroger un rôle politique déterminant dans la deuxième alternance politique que le Sénégal a connue en mars 2012. Le Balai citoyen revendique une responsabilité décisive dans la mobilisation politique qui a mis fin au régime de Blaise Compaoré au Burkina Faso le 30 octobre 2014 et précipité sa démission puis son exil le lendemain.³ Filimbi et la Lucha font face, en RDC, depuis 2015 à une répression féroce dans un contexte d’incertitude politique. Ils ont participé avec d’autres forces de la société civile, notamment l’Église catholique, à des actions de contestation et à des mobilisations qui ont conduit à l’organisation le 30 décembre 2018 d’élections présidentielles auxquelles le président Joseph Kabila n’était pas candidat. Cela a rendu possible l’alternance, en janvier 2019, avec l’arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi. Les résultats de ce scrutin ont toutefois été fortement critiqués. Ils ont surtout laissé un goût d’inachevé aux activistes de Filimbi et de la Lucha. Plusieurs faits montrent que l’actuel président de la RDC, Félix Tshisekedi, longtemps opposé à son prédécesseur, Joseph Kabila, demeure lié à ce dernier à la faveur d’un «accord» de partage de pouvoir qu’ils ont signé tous les deux.⁴ Face à cette situation, la Lucha et Filimbi ont prudemment pris acte d’une alternance qu’ils jugent de «façade» seulement. Loin de se décourager face à l’illusion du changement souhaité, Filimbi et la Lucha ont choisi de poursuivre la lutte afin d’obtenir une transformation en profondeur du système sociopolitique congolais. Ce qui les expose indéniablement aux tentatives de bâillonnement du nouveau pouvoir.

Après plusieurs années d’existence, Y’en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha sont à la croisée des chemins sur le sens à donner à leurs actions, sur leur démarche protestataire, le sens de leur lutte et leurs stratégies de mobilisation. Plusieurs recherches se sont intéressées à la portée de leur engagement, à leurs stratégies d’action, à leurs usages des médias sociaux, aux réactions des pouvoirs politiques, aux incidences des «printemps arabes» sur leur naissance et enfin à leur inclusion dans une dynamique plus globale d’indignation citoyenne (Polet 2016, 2018 ; Bangré 2016 ; Dieng 2015 ; Dimé 2017 ; Touré 2017). Mais il a manqué jusqu’ici un regard transversal sur ces mouvements. La présente contribution s’engage sur cette piste de recherche. Pour ce faire, nous exposons d’abord brièvement nos questions de recherche ainsi que les défis théoriques et méthodologiques que nous avons dû surmonter. Nous nous intéressons ensuite aux significations et implications des quatre mouvements d’engagement citoyen à l’étude. Nous portons enfin notre regard sur les processus de mise en place d’un réseau transafricain de contestation citoyenne que Y’en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha veulent incarner et parallèlement impulser.

Une posture théorique et méthodologique pleine de défis

La présente contribution privilégie une analyse croisée visant à mettre en lumière ce que Filimbi, la Lucha, le Balai citoyen et Y'en a marre traduisent comme permanences et ruptures dans les processus, figures et modes de contestation sociopolitique et d'engagement citoyen. Pour ce faire, elle cherche à mettre en exergue leurs points communs et de divergence relatifs à leur naissance et leurs trajectoires. Elle vise à mettre en relief les implications de leurs actions et les justifications de leur engagement et de leurs revendications. Elle examine leurs modes d'organisation, la structuration de leurs réseaux, leurs modes opératoires et les résultats de leurs luttes. Il s'agit globalement de proposer une radioscopie de la portée des mouvements d'engagement citoyen en mettant l'accent sur une analyse croisée de leurs constances, consonances et dissonances à partir de grilles de lecture mobilisées dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux.

Plutôt qu'une étude de cas de chaque mouvement pris individuellement et de tenter, par la suite, d'isoler leurs ressemblances et leurs différences, il s'agit de développer une approche plus synthétique et moins rivée sur les singularités locales.⁵ Ce regard transversal est d'autant plus difficile à mettre en œuvre que chaque chercheur a été responsable de son terrain et a conduit sa collecte de données par rapport aux spécificités de son pays et du mouvement concerné.⁶

Les données sur lesquelles nous nous appuyons dans le cadre de cette recherche proviennent d'une enquête qualitative multisituée. Elle a été fondée sur l'observation directe, lors de diverses activités de ces mouvements (manifestations publiques, réunions, activités lors de l'université de l'engagement citoyen, mobilisations au moment des élections, etc.). La majeure partie des matériaux provient cependant d'une série d'entretiens semi-structurés et de *focus groups* avec des leaders et des membres des quatre mouvements. Des entretiens semi-structurés ont été également menés avec des acteurs venant des milieux gouvernementaux, des médias, des partis politiques et des organisations de la société civile dans chaque pays. Deux guides d'entretien standardisés pour les trois pays ont été utilisés pour la réalisation des entretiens.

En RDC, les enquêtes de terrain ont principalement été réalisées à Goma, Bukavu et Kinshasa. Située à 2 000 km de Kinshasa, Goma est la ville où est née la Lucha en 2012. Ce mouvement s'est ensuite implanté à Bukavu, distante de 100 km de Goma. Filimbi a officiellement vu le jour à Kinshasa en 2015. Il s'est établi à Goma et à Bukavu. Les personnes enquêtées dans ces trois villes présentent divers profils : leaders et membres de la Lucha et de Filimbi, étudiants, autorités politico-administratives, membres de la société civile et des partis aussi bien de l'opposition que du pouvoir.

Au Sénégal, les entretiens ont été principalement menés à Dakar, où sont concentrées les activités de *Y'en a marre*. Les entretiens ont ciblé les leaders et les membres du mouvement. Ils ont été élargis à des journalistes spécialisés sur les questions politiques au Sénégal, ainsi qu'à des membres de partis politiques et de la société civile. Le même profil d'acteurs a été visé au Burkina Faso : membres de la coordination nationale du *Balai citoyen*, membres du mouvement, personnes-ressources de la société civile. Le travail de terrain y a été mené à Ouagadougou et à Ouahigouya au nord du Burkina Faso à l'occasion du «camp *cibal*» annuel du *Balai citoyen*.

Une autre source des données utilisées dans cette recherche est la production écrite des quatre mouvements (communiqués de presse, actes de l'université populaire de l'engagement citoyen), ainsi que leur empreinte numérique (tweets, messages sur Facebook, vidéos sur YouTube).

Nous avons globalement disposé d'une palette diversifiée de matériaux sur les quatre mouvements permettant de proposer une analyse de leurs enjeux et de leurs limites dans les situations d'alternance politique au Sénégal, au Burkina Faso et en RDC. Une telle analyse croisée est un exercice délicat en raison du caractère fortement contrasté des histoires nationales, des traditions politiques, mais aussi des degrés de violence répressive effectivement mis en œuvre par les autorités dans chaque contexte et qui ont eu un impact fort sur les modes de contestation possibles, réels ou imaginables.

Les mouvements citoyens au prisme de la sociologie des mouvements sociaux : de la subjectivation au changement social

Les mouvements citoyens ont aujourd'hui gagné en visibilité (Branch & Mampilly 2015) en plus d'attirer de plus en plus l'attention des sciences sociales (Farro 2000 ; Mc Adam *et al.* 1998 ; Révillard 2003 ; Péchu 2009 ; Tall *et al.* 2015 ; Meister 2017). Non seulement ils font aujourd'hui partie intégrante de la vie ordinaire des démocraties, mais ils sont au cœur des conquêtes pour la citoyenneté et l'État de droit. Plusieurs travaux récents proposent de renforcer les connaissances sur la nature et la structuration des mouvements citoyens en Afrique (Dieng 2015 ; Arnaud 2016 ; Gorovei 2016 ; Meister 2017). Une part importante des analyses a porté sur *Y'en a marre* au Sénégal (Dimé 2017 ; Dieng 2015 ; Gellar 2013 ; Dalberto 2011 ; Haerlinger 2012 ; Kelly 2012 ; Havard 2013), le *Balai citoyen* au Burkina Faso (Bonnecasse 2015 ; Gorovei 2016 ; Hagberg *et al.* 2015 ; Ouedraogo 2014 ; Soré 2017), la Lucha et Filimbi en République démocratique du Congo (Bangré 2016 ; Kapagama 2017 ; Rimondi 2015 ; Polet 2016, 2017, 2018 ; Bouvier et Omasombo Tshonda 2015 ; Dugrand 2012).

Ces mouvements sont cités comme des figures emblématiques d'engagement citoyen en Afrique francophone. Ils ont la particularité de cibler des jeunes et d'avoir pris corps essentiellement en milieu urbain (Vigneron 2016). Ils se distinguent des mouvements sociaux traditionnels (organisations syndicales, mouvements étudiants, etc.) par leurs implications grandissantes sur les questions de société, d'économie, d'alternance politique et de gouvernance publique.

D'un point de vue sociologique, un mouvement social est défini comme une forme d'action collective, de protestation ou de revendication, menée par plusieurs individus, de façon concertée et intentionnelle, en vue d'une finalité précise (Neveu 2015; Mathieu 2002, 2004; Le Saout 1999; Cefäi 2001; Chazel 2009). Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen constituent des mouvements qui cherchent à exprimer et défendre collectivement des demandes et des revendications (respect de la constitution, réouverture de dossiers judiciaires, gestion vertueuse des ressources publiques, assainissement des mœurs politiques, respect de la légalité républicaine). Ils traduisent un agir-ensemble intentionnel marqué par le projet explicite de se mobiliser de concert dans une logique de revendication et de défense d'une cause d'intérêt collectif. Ils ont en commun de posséder un degré minimum d'organisation qui permet de recruter et de motiver des participants ainsi que d'accumuler des ressources matérielles, sociales, politiques, symboliques qui vont être investies dans une « économie morale de la protestation (Fassin 2015).

En sociologie politique, le cadre conceptuel proposé par Ted Gurr (1970) dans l'explication des mobilisations citoyennes est relatif à la notion de frustration relative. Il y a selon Gurr un lien de causalité directe entre la situation de l'individu et son engagement dans l'action : c'est la frustration de l'individu et son insatisfaction qui le motivent à rejoindre l'action collective. Ce qui est le cas des quatre mouvements citoyens étudiés. Leur objectif délibéré est de transformer les structures sociales, politiques et économiques des sociétés sénégalaise, burkinabè et congolaise (Gorovei 2016 ; Hagberg et al. 2017 ; Sivya 2017 ; Dimé 2017; Polet 2017, 2018).

D'autres travaux se sont inscrits dans le cadre du modèle de la « structure des opportunités politiques » (Tarrow 1994). Ils se sont attachés à démontrer l'influence du contexte politique sur les mobilisations sociales (Siméant 2013). Le concept de « structure des opportunités politiques » emprunté à Tarrow (1994) vise ainsi à montrer que le déclenchement et le déroulement des mobilisations sont influencés par les opportunités qui se présentent à elles, en fonction du contexte politique (Le Saout 1999; Rimondi 2015; Sivya 2017). On peut dégager, en suivant Neveu (2015), quelques composantes de

base de cette structure des opportunités politiques, soit le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique, l'état des alliances au sein du champ politique, les relais dont disposent les groupes protestataires au sein du système politico-administratif, le type de réponse apporté par le système politique (Neveu 2015). Ces opportunités peuvent donc peser selon les pays étudiés (Burkina Faso, Sénégal, RDC) sur le déclenchement, le déroulement et le succès des mouvements sociaux. Si dans le cas de la RDC, Filimbi et la Lucha ont organisé leur mobilisation dans un contexte de régime autoritaire (Hilgers & Mazzocchetti 2010), au Burkina et au Sénégal, les opportunités existent à travers la liberté d'association et de manifestation reconnue dans leur constitution (Dimé 2017; Soré 2017; Touré 2017). Les dimensions biographiques de l'engagement sont également explorées. L'examen est mis sur différentes figures d'entrepreneurs de la mobilisation citoyenne. *Y'en a Marre*, *le Balai citoyen*, *la Lucha* et *Filimbi* ont la singularité de rassembler des jeunes appartenant à différents milieux : associatif, universitaire, artistique, politique, culturel, etc. L'engagement citoyen peut être alors analysé comme un moyen d'ascension sociale et politique qui confère une visibilité médiatique et une renommée internationale. Certains détracteurs des mouvements citoyens considèrent d'ailleurs que les mobilisations citoyennes ne sont jamais totalement désintéressées, car dans un contexte de raréfaction des emplois, elles apparaissent comme des modalités d'accès à la réussite sociale. En RDC par exemple, les mouvements citoyens sont aussi un creuset d'ascension sociale qui a permis à certains membres d'acquérir la notoriété, de voyager à l'extérieur et même d'y occuper des positions professionnelles lucratives pour ne pas rester confinés dans le statut «d'éternels activistes désargentés».

En nous référant à Pleyers et Capitaine (2016), *Y'en a marre*, *le Balai citoyen*, *la Lucha* et *Filimbi* peuvent être considérés comme des mouvements sociaux contemporains. Pleyers (2014, 2016) appelle les jeunes qui les composent des «alter-activistes». Selon Pleyers (2014), la «culture politique “alter-activiste” ne se réfère pas à un mouvement particulier, mais à une catégorie heuristique qui renvoie à une forme d’engagement, une “culture militante” définie comme une logique d’action basée sur un ensemble cohérent d’orientations normatives et une conception du monde, du changement social et de la nature et de l’organisation des acteurs sociaux qui portent ce changement» (Pleyers 2017:30). Il se dégage de la vision de Pleyers (2016) que les mouvements citoyens ne peuvent être considérés comme des nouveaux mouvements sociaux au sens d'Alain Touraine. En effet, ce dernier considère les nouveaux mouvements sociaux comme étant ceux de la société postindustrielle des années soixante et qui sont centrés sur la connaissance, la communication et la culture, plutôt que sur le travail et l'économie (Vaillancourt 1991:217).

D'après Pleyers (2014, 2016), les mouvements sociaux contemporains doivent être analysés sous l'angle de la subjectivation. Celle-ci fait référence à la construction du sujet avant que ce dernier ne devienne acteur du changement. L'engagement personnel de chacun des membres de ces mouvements citoyens revêt une dimension fondamentale. « L'implication dans un mouvement social travaille l'individu jusque dans sa subjectivité et sa subjectivation entendue comme la manière de se penser et de se construire soi-même comme principe de sens » (Pleyers & Capitaine 2016:8).

Avec la subjectivation, le sujet se réalise à travers ce que Michel Wieviorka (2015) s'inspirant des travaux d'Alain Touraine, définit comme « la possibilité de se construire en tant qu'individu, comme être singulier capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient économiques, communautaires, technologiques, politiques ou autres. Le sujet, c'est la possibilité de se constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa trajectoire » (Wieviorka 2004:286). Il s'agit néanmoins d'un processus d'autoproduction de soi qui met en tension la construction de soi et les contraintes qui pèsent sur celle-ci. On est donc en face d'un double mouvement de production du sujet et d'assujettissement induit par les systèmes de contrainte (notamment) politiques qui pèsent sur les individus, y compris dans le travail militant.

Globalement, depuis leur apparition, Y'en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha ont attiré le regard des médias et des chercheurs, fascinés pour beaucoup par leur caractère inédit et leur rôle dans les alternances politiques au Sénégal et au Burkina Faso notamment (Dimé 2017; Soré 2017; Touré 2017). D'autres chercheurs se sont également intéressés à ces mouvements analysés individuellement (Fouquet 2017; Dalberto 2011; Dieng 2015; Bangré 2016; Ouedraogo 2014; Bonnecase 2015; Meister 2017; Rimondi 2015; Haeringer 2012; Havard 2013). Les dynamiques de mobilisation citoyenne ont enfin été abordées dans la perspective plus large des mouvements sociaux et altermondialistes avec les travaux pionniers du CODESRIA (Mamdani & Wamba Dia Wamba 1995) jusqu'à des publications plus récentes (Siyya 2017 ; Bruijn & Both 2017 ; Simeant 2014 ; Tall *et al.* 2014).

« Nous sommes la nouvelle jeunesse africaine engagée ! » Sémiologie et praxis des mouvements Y'en a marre, Filimbi, Lucha et Balai citoyen

Pendant les années d'immobilisme politique des années quatre-vingt, on a pensé que la verbalisation du désespoir des jeunes utilisait la violence comme principal canal d'expression. Puis on a cru, au cours des décennies suivantes, que la contestation sociopolitique et l'énonciation de la citoyenneté

pouvaient avoir chez les jeunes comme caisse de résonance essentiellement la musique et l'expression artistique. Il n'est donc pas surprenant de constater à partir de 2011 au Sénégal, en 2013-2014 au Burkina Faso, et en 2015 en RDC, l'émergence des activistes de nouveau type pouvant décider de se faire une place par le discours et la praxis, au point de constituer des forces politiques redoutées par les pouvoirs publics.

Y'en a marre, la Lucha, Filimbi et le Balai citoyen se définissent par la façon dont ils mettent en avant des questions sociales, culturelles et politiques devenues de plus en plus cruciales pour la vie individuelle et collective de leurs sociétés respectives. L'avènement d'une plus grande prise de conscience de ces questions relève de la volonté des jeunes de braver les conséquences de la dénonciation. Ainsi, les actions de ces mouvements font propager ces questions dans l'ensemble de la vie sociale des milieux respectifs de leurs interventions. Ces mouvements se singularisent par leur composition (du point de vue de leurs leaders et membres), leurs mots d'ordre et les formes de revendication conventionnelles et non conventionnelles auxquelles ils ont recours. La prise de conscience de la responsabilité collective se remarque dans leur saisie des problèmes qui affectent leurs sociétés respectives. Dans leurs efforts pour appréhender les processus de subjectivation des autres, ils découvrent des déterminants de l'impossibilité pour ces derniers de se constituer comme sujets. Cela peut être de manière volontaire et structurelle du fait d'un déni de leur droit aux besoins essentiels par un pouvoir qui se soucie très peu des conditions de vie des populations, ou du fait de l'ignorance inhérente à un accès limité à l'information, quelle qu'en soit la raison.

La nature de ces mouvements, leur distinction par rapport aux conduites sociales et leur dissidence face à l'ordre social de leurs sociétés respectives ne peuvent nullement se départir des logiques internes relevant des cultures politiques prévalant dans leurs pays de naissance. Les formes d'expression de leur ras-le-bol face aux conduites des gouvernants répondent au contexte de chaque pays et aux modes d'acceptation des populations de la participation aux mobilisations qu'ils envisagent, ainsi qu'au désir d'audibilité qu'ils cherchent à conférer à leurs luttes.

La Lucha a commencé avec les étudiants qui ont compris qu'il était urgent d'agir au lieu, comme le font de nombreux jeunes révoltés, de rejoindre les groupes armés. On a pris une autre approche qui est la non-violence active et à l'époque, il y avait la guerre de M23 qui menaçait la ville de Goma. Il y avait la poussière et la carence d'eau et on s'est demandé qu'est-ce qu'on fait à l'université si nous n'arrivons pas à apporter des solutions dans la société ?
[Entretien avec un leader de la Lucha, Goma, mai 2018]

La même démarche peut être observée pour la création du Balai citoyen. Il y a non seulement la volonté de rupture, mais aussi l'incitation de la jeunesse à prendre les devants de la lutte pour l'avènement de la bonne gouvernance :

Beaucoup de gens et surtout les jeunes ont crié leur ras-le-bol. Ils disaient que si les vieux pères⁷ ne peuvent plus mener la lutte, ils n'ont qu'à leur donner la lutte parce qu'ils estimaient que c'était une trahison. À partir de cette période, j'ai commencé à rencontrer pas mal de jeunes qui se plaignaient, qui râlaient. Avec Osiris, nous avons installé ici ce qu'on appelait Sankoré, il y avait un *grin* ici dans la cour où on discutait, on débattait tous les jours et très souvent de sujets qui concernent la jeunesse africaine, la gouvernance publique. Il y avait un groupe mélangé, des journalistes et de jeunes activistes et même les artistes Smockey et Sams'k Le Jah passaient de temps en temps. C'est à partir de là que l'idée de créer un mouvement a commencé à germer autour d'un noyau [...]. Il y a eu des rencontres qui ont commencé et des réflexions autour d'un manifeste. [Entretien avec un membre fondateur du Balai citoyen, septembre 2018]

Ces mouvements citoyens se construisent en tant qu'actions qui définissent des conflits pour contrôler la production et la diffusion des informations, en opposition à la maîtrise que les acteurs dirigeants ont de celles-ci. En effet, les membres de Y'en a marre, du Balai citoyen tout comme ceux de la Lucha et de Filimbi, révoltés par les différents problèmes de leur société et convaincus qu'au travers des messages qu'ils véhiculent auprès des populations pour sensibiliser sur l'importance de réclamer leurs droits, ils produisent la « vraie information », à contrario de celle « officielle » relayée par les dirigeants sur la non-réalisation des actions devant participer à l'amélioration des conditions de vie. Pour ce qui est de la RDC, devant l'absence de financement suite à une crise généralisée que brandissent les dirigeants, les activistes de la Lucha et Filimbi leur opposent les prévarications dans lesquelles ils sont empêtrés. Devant l'absence de moyens en matière de défense et de sécurité nationales permettant de contrer les violences des groupes armés sévissant à Beni et dans d'autres localités de la RDC, les jeunes opposent les détournements de solde et autres frais de logistique par les généraux. Face aux situations de pauvreté et de misère, les jeunes brandissent les inestimables richesses dont regorgent les pays et qui ne profitent qu'à une minorité de personnes au pouvoir.

Ce qui est énervant dans cette affaire-là, c'est que nous savons tous que cet argent, ils ne l'ont pas mérité. C'est l'argent du contribuable détourné, c'est l'argent qui devait servir à la construction d'écoles, de dispensaires, de routes. En gros, c'est notre argent qu'ils ont volé. Ils ont trop volé, ils sont immensément riches, mais ils continuent de voler encore. C'est inacceptable! [Entretien avec un militant du Balai citoyen, Ouagadougou, septembre 2018]

Autant de situations pour lesquelles le contrôle et la production de la vraie information font l'objet des conflits entre les dirigeants et les mouvements d'engagement citoyen.

Aujourd'hui, notre génération est confrontée aux mêmes problèmes et nous devons inventer nos propres réponses. Comment formuler et articuler un projet capable d'amener les peuples africains vers l'épanouissement dans un quotidien qui ne permet pas de rêver? Comment la jeunesse africaine, qui est cantonnée dans le sous-emploi et l'absence de formation, qui a faim et soif, qui ne se soigne pas, peut-elle arriver à formuler autre chose que la contestation de cet ordre injuste dans lequel elle est maintenue par ses propres gouvernants en complicité avec des puissances impérialistes de tout genre?

[Entretien avec un leader de Y'en a marre, Dakar, août 2018]

En RDC, le contexte politique a intensifié le conflit sur la production et la diffusion de l'information. Alors que du côté du pouvoir, différents stratagèmes étaient pensés pour changer la constitution afin de permettre au président de la République de se maintenir au pouvoir, les membres de la Lucha et de Filimbi ont objecté le respect de la loi fondamentale. Diverses stratégies ont été élaborées pour faire face à celles du pouvoir en place. Profitant des technologies de l'information et de la communication, les membres de Filimbi et de la Lucha ont trouvé dans l'internet et les divers réseaux sociaux des moyens efficaces de communication pour mobiliser en vue d'engager différentes actions qui ont été suivies par la population : des marches, des tintamarres, des plaidoyers, des sit-in, etc. Les mêmes méthodes de lutte ont été fortement employées par Y'en a marre dans le contexte sénégalais et par le Balai citoyen au Burkina Faso.

On utilisait beaucoup les réseaux sociaux, on diffusait toutes les actions instantanément. On montrait les gens qui campaient à la place de la Révolution, les courses-poursuites avec les CRS, les coups de matraque, etc. On se disait qu'en montrant ces brutalités, la répression, on allait créer plus d'indignation et avoir plus d'adhérents

[Entretien avec un membre de la coordination nationale du Balai citoyen, Ouagadougou, septembre 2018]

C'est qu'Internet a contribué à nous donner beaucoup de visibilité au Sénégal comme à l'étranger. On utilise le pouvoir des réseaux sociaux pour la diffusion de nos messages et pour rejoindre le maximum «d'esprits⁸» Y'en a marre [...] Vous avez vu comment notre université de l'engagement a eu du retentissement. Les gens ont pu nous suivre partout grâce aux live que nous faisions sur Facebook.

[Entretien avec un leader de Y'en a marre, Dakar, août 2018]

Les autorités au pouvoir n'ont pas lésiné sur les moyens pour réprimer les activités des mouvements citoyens. La détermination de ces derniers à affronter la répression a entraîné des arrestations, des départs en exil et des vies en

clandestinité en RDC. Au Sénégal, le régime a été davantage dans une logique de tolérance de Y'en a marre tout en maintenant sur lui une surveillance étroite, non sans recourir à la répression lorsque les circonstances l'exigeaient. En effet, le pouvoir n'a pas hésité à interdire certaines manifestations, lors notamment du vote de la loi instituant le parrainage le jeudi 19 avril 2018. Craignant une forte mobilisation populaire, des arrestations ciblées ont été opérées dans les rangs de Y'en a marre assez tôt ce jour-là. De même, à la veille du début de la campagne présidentielle, le régime a cherché à ébranler les capacités d'action de Y'en a marre en sanctionnant administrativement (lettre de mise en demeure, retrait de l'agrément, blocage des comptes bancaires) certaines ONG accusées de fournir un soutien financier au mouvement. Au Burkina Faso, les leaders du Balai citoyen, notamment Smokey et Sams'k Le Jah, n'ont pas non plus échappé aux menaces physiques et aux tentatives d'intimidation pour les faire taire.

Affriki mwinda : Déclinaisons et avatars d'une transafricaine de l'engagement citoyen

La première édition de l'Université populaire de l'engagement citoyen (UPEC), qui s'est tenue du 23 au 28 juillet 2018 à Dakar, constitue un moment charnière dans l'évolution des mouvements citoyens. Cette initiative est d'ailleurs considérée comme le moment de matérialisation de plusieurs années de combat en vue de constituer un mouvement citoyen panafricain. Pour nous, chercheurs qui essayons de proposer une analyse croisée, cette semaine d'activités était une occasion pour observer de très près les balbutiements et les péripéties de la naissance d'un réseau panafricain de l'engagement citoyen que les quatre mouvements cherchent à impulser et à symboliser.

Initiée par les mouvements citoyens africains, l'UPEC se veut une école, un incubateur où des leaders interagissent et envisagent le changement avec la conscience claire d'un destin commun. Comprendre déjà cette communauté de destin est un grand pas. Avoir le sens de la responsabilité de se mettre ensemble pour discuter des futurs possibles dans le seul but de soulager les populations et de les sortir de l'impasse est un autre grand pas dans la marche du continent. De ce point de vue, l'UPEC a été un grand succès. Elle a rassemblé les Africains divisés par la colonisation, les religions et les barrières ethniques. Anglophones, francophones, arabophones, lusophones ont interagi en parlant le langage commun de l'espoir. Ils ont pu transcender les conjonctures actuelles qui ne permettent pas de rêver pour scruter et faire avancer les questions panafricaines. L'UPEC est l'agenda des mouvements sociaux africains. L'initiative est née du constat qu'il manquait dans l'espace public africain un rendez-vous où parler de nos problèmes et de nos mouvements et se projeter dans «des utopies actives». [Leader de Y'en a marre Sénégal, août 2018].

Y'en a marre a été le maître d'œuvre et le principal artisan de cette rencontre qui a abouti à ce qui a été appelé *la Déclaration de Dakar* comme en écho aux déclarations des congrès panafricanistes du passé. Les initiateurs de l'UPEC revendentiquent clairement une connexion historique, une fidélité idéologique et un continuum dans l'engagement, avec la première conférence panafricaine organisée à Londres en 1900. Comme chercheurs, nous avons été dans une posture d'observation constante du déroulement des activités. Nous avons également conduit des entretiens approfondis avec des activistes des quatre mouvements ainsi que de ceux en provenance de la Côte d'Ivoire (GT Jeune, Novox), de Madagascar (Wake Up Madagascar), du Togo (En aucun cas), du Mali (Je n'en veux plus).

Un trait fédérateur de ces mouvements est leur inclination à fonder leur acte de naissance et leur entrée dans le débat politique et social par la puissance du slogan. Un slogan suffisamment doté d'une puissance énonciatrice et dénonciatrice et qui est de surcroît décliné dans les langues internationales. Excepté Filimbi, cette posture, qui les met en contradiction avec le projet de rupture symbolique avec la *colonialité* et ses avatars que leur naissance veut incarner, s'inscrit dans un processus de dialogue plus opérationnel avec les mouvements et de rayonnement de leur combat à l'échelle internationale. Que ce soit pour Y'en a marre, le Balai citoyen, la Lucha, le slogan s'écrit dans une grammaire de la *colonialité* même si les mouvements cherchent à rompre au niveau discursif avec cette situation vectrice d'aliénation aux plans symbolique et historique.

Dans la praxis, cette posture de dénonciation est mise à l'épreuve à travers la recherche des moyens pour financer le combat en faveur de l'engagement citoyen, car celui-ci a un coût de l'avis d'un leader de Y'en a marre. Il s'agit d'une faiblesse qui alimente une bonne partie des critiques qui leur sont continuellement faites. Ces critiques soulignent que les leaders du mouvement ont succombé à l'argent, aux priviléges et au culte du vedettariat du fait des compromissions qu'ils ont faites dans le contexte d'institutionnalisation du mouvement à la suite de l'alternance politique de 2012 au Sénégal. Les mouvements ont-ils été capturés et neutralisés par l'argent? L'une des réponses apportées par le régime politique actuel au Sénégal renseigne sur la vulnérabilité de Y'en a marre sur cette question de l'origine des ressources financières et des logistiques mobilisées depuis 2012. En effet, les pouvoirs politiques sénégalais, dans leur volonté de neutraliser les capacités d'action du mouvement Y'en a marre à la veille des élections présidentielles de 2019, n'ont pas hésité à sanctionner des ONG comme Lead Africa et OXFAM suspectées de financer les activités du mouvement. Les pouvoirs publics sénégalais ont suspendu l'agrément de Lead Africa avant de revenir sur la mesure et ont mis en demeure OXFAM.

En RDC, la question du financement de la Lucha et Filimbi fait également débat. Le pouvoir en place est convaincu que ces mouvements sont financés par des organisations internationales dont le projet est de déstabiliser la RDC. Les événements du 15 mars 2015 ayant conduit à l'arrestation des membres des quatre mouvements à Kinshasa étaient considérés par le gouvernement, à travers son porte-parole, comme une « atteinte à la sûreté de l'État ». Plusieurs responsables politico-administratifs rencontrés lors de nos enquêtes de terrain sont unanimes à souligner que ces mouvements sont soutenus par des organisations internationales, sans préciser lesquels. Les responsables de Filimbi et de la Lucha relativisent de leur côté cet appui étranger. Tout en reconnaissant certains soutiens, mais qui ne les empêchent pas de garder leur indépendance, ils démentent en ce sens les importants financements que leur attribuent les dirigeants politiques. Nos enquêtes nous ont permis de constater que la Lucha et Filimbi dépendent davantage des cotisations non obligatoires de leurs membres et des revenus tirés de l'organisation d'activités artistiques, notamment pour Filimbi.

L'accusation de manipulation par des puissances étrangères a été également brandie à l'égard du Balai citoyen, notamment vis-à-vis de ses responsables les plus en vue, en l'occurrence Smokey et Sams'k Le Jah. Elle explique d'ailleurs la virulence de la répression qui les a ciblés lors de la résistance au Coup d'État de septembre 2015. En vue de réduire au silence ces deux musiciens populaires, le studio d'enregistrement de Smockey a été incendié, tandis que le domicile de Sams'k Le Jah a aussi été attaqué.

Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et Balai citoyen se sont forgé une place discursive dans la sphère publique par la puissance du slogan. Ils ont été dans une posture d'indignation et de dénonciation qui arrime leurs messages à divers objets de discours mobilisateurs. Ils ont pu arriver à leurs fins grâce à des choix linguistiques et à des pratiques langagières en dissonance avec celles des élites dominantes. Ont également été décisives des dynamiques d'hybridation entre formes musicales et politiques ainsi qu'une certaine propension au positionnement discursif anticonformiste.

Par ailleurs, les mouvements demeurent unis par les responsabilités qu'ils se sont données dans le renversement de régimes politiques. Si Y'en a marre et le Balai citoyen pouvaient brandir comme trophées de leur lutte le départ du pouvoir d'Abdoulaye Wade au Sénégal en 2012 et de Blaise Compaoré en 2014, Filimbi et la Lucha évoluent dans un contexte d'incertitude politique plus prononcée et de répression à l'endroit de leurs leaders. Filimbi et la Lucha sont dans une posture de radicalité plus aiguë et, contrairement à leurs camarades sénégalais et burkinabè, leur combat n'a pas débouché sur un bouleversement politique majeur. Le trophée qu'ils s'octroient étant

que, par leurs multiples initiatives agrégées aux dynamiques de mobilisation d'autres acteurs en RDC (syndicats, Église catholique, organisations de défense des droits humains, société civile, populations), ils ont empêché Kabila de briguer un troisième mandat malgré les multiples manœuvres qu'il a faites dans ce sens. Pour eux, le système Kabila est parti pour mieux rester alors que de nombreuses vies ont été sacrifiées pour y arriver; pourtant avoir réussi à contrecarrer les manœuvres du pouvoir est sans aucun doute un réel succès politique qui les met dans la lignée des mobilisations citoyennes ayant permis d'accoucher d'un nouvel ordre sociopolitique.

Conclusion

Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen ont engrangé en quelques années d'existence des succès pouvant être appréciés à l'aune de plusieurs critères. En tenant compte de leur popularité et de l'originalité de leur action, force est de reconnaître que ces mouvements sont devenus des acteurs sociopolitiques majeurs dans les trois pays où ils évoluent. Ces mouvements se distinguent par leur forme de mobilisation et la trajectoire de leurs membres. Cette singularité a contribué à susciter la sympathie et le soutien de différentes couches de la population. Ce qui, en retour, a accru leurs capacités de mobilisation. La crainte qu'ils suscitent auprès des pouvoirs en place est assez révélatrice des capacités de nuisance qui leur sont à tort ou à raison prêtées.

Ces mouvements n'ont pas manqué de peser sur certains moments clefs de l'histoire politique et sociale récente en RD Congo, au Burkina Faso et au Sénégal. Du point de vue de l'influence, ils ont élargi leur combat à d'autres pays africains où ils ont fait des émules comme au Gabon (Ça suffit comme ça), au Tchad (Iyina On est fatigué), aux Comores, à Madagascar (Wake up), au Cameroun (Jeune et fort), en Côte d'Ivoire (GT Jeune), au Congo Brazzaville (Ras-le-bol), en Guinée (Balai citoyen Guinée), au Togo (en aucun cas), etc.

Leur rayonnement se mesure également à l'aune des importants soutiens internationaux qu'ils ont réussi à mobiliser et de l'aura planétaire qu'ils ont pu donner à leur action au point d'avoir réussi à attirer l'attention de leaders mondiaux comme Barak Obama à l'époque où il était président des États-Unis, ou le milliardaire Georges Soros et sa Fondation pour les sociétés ouvertes, etc. La multiplication des recherches sur ces mouvements et les moyens financiers qu'ils arrivent à capter auprès d'ONG et de bailleurs de fonds séduits notamment par l'originalité de leurs modes et réertoires d'action collective sont autant d'autres indices des succès de ces mouvements.

Les initiateurs des mouvements citoyens ont atteint ces performances en mettant fortement à contribution une stratégie d'action marquée par

l'hybridité, la performativité, ainsi que le maniement de positionnements discursifs iconoclastes, la manipulation de slogans dissonants, captivants et mobilisateurs. Leur ingéniosité et leur abnégation ont dérouté les pouvoirs en place, qui ont dans l'ensemble privilégié des réponses fondées sur la répression et les représailles (intimidation, tentative de corruption, diabolisation, emprisonnement, assassinat, etc.). De ce point de vue, ce sont les militants de Filimbi et de la Lucha qui ont subi, avec le plus de récurrence et de férocité, la répression de leur mouvement, alors que dans le contexte sénégalais ou burkinabè, les régimes, même fortement contestés, ont cherché à neutraliser les mouvements par diverses manœuvres allant de la tentative de cooptation aux menaces physiques et à l'intimidation.

Après plusieurs années qui leur ont permis d'acquérir une réelle notoriété et surtout de chercher à poser les jalons d'une dynamique transafricaine de l'engagement citoyen, Y'en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha semblent être aujourd'hui à la recherche d'un nouveau souffle. Les mouvements semblent ainsi s'exposer aux contrecoups d'une banalisation et d'une institutionnalisation de leur action. Ils donnent l'impression de se mouvoir dans une posture de rentier de l'engagement citoyen ainsi que dans un processus d'*ongéisation*. Par ce terme, nous cherchons à désigner le processus d'institutionnalisation qui conduit les mouvements citoyens à se muer en structure professionnelle orientée vers la captation de ressources, surtout financières, circulant dans le marché du développement. Cette tendance a été surtout incarnée par le mouvement Y'en a marre qui a réussi à se positionner comme maître d'œuvre de projets de mobilisation sociale de jeunes dans le cadre de partenariats avec des ONG comme GRET, OXFAM et LEAD Africa. La volonté de se professionnaliser, donc de s'*ongéiser*, est une manière, pour les responsables des mouvements citoyens, d'éviter d'être confinés dans une posture d'indignés permanents en démontrant une capacité professionnelle d'action. Qui plus est, ils évoluent dans un contexte qui a vu la multiplication des mouvements citoyens, d'autant plus que la mobilisation citoyenne est perçue par de larges segments des jeunes urbains comme un moyen d'ascension sociale et d'accès à la notoriété.

Finalement, Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen se voient concurrencés sur le plan de la virulence et de la radicalité critique par de nouvelles dynamiques de mobilisation comme celles s'organisant par exemple autour du rejet de la monnaie CFA. Pour ne pas rester confinés dans un positionnement contestataire sans fin et, par la même occasion, continuer de démontrer leur légitimité et leur utilité, mais surtout la nécessité de donner une dimension transafricaine plus marquée à leur lutte, Y'en a marre, la Lucha, Filimbi et le Balai citoyen doivent certainement redéfinir leurs missions et se donner de nouveaux enjeux de mobilisation.

Notes

1. En lingala (langue parlée en RD Congo et au Congo Brazzaville), *Affriki* signifie « Afrique » et *Mwinda*, veut dire « lumière ».
2. Voir une tribune parue dans le journal *Le Monde* et signée par les dirigeants des quatre mouvements. Elle est intitulée « Nous sommes la nouvelle jeunesse africaine engagée », URL : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/nous-sommes-la-nouvelle-jeunesse-africaine-engagee_4618336_3212.html#RV5fDb8lb0Skvwqz.99 consultée le 15 mars 2019.
3. Les têtes d'affiche du Balai citoyen (Sam's K Le Jah notamment) aimaient d'ailleurs arborer, après la chute du régime Compaoré, un tee-shirt sur lequel on pouvait lire : « chasseur de dictateur ».
4. L'actuel président avait reconnu l'existence de ce « deal » lors de son discours devant la communauté congolaise à Windhoek en Namibie le 26 février 2019.
5. Il convient de préciser que l'étude a été menée par trois chercheurs. Chaque chercheur ayant en charge les enquêtes de terrain dans son pays. Pour ce qui est de la RDC, la recherche a été réalisée sur trois sites différents (Goma, Bukavu et Kinshasa).
6. Par un effort de documentation variée, chaque chercheur a essayé d'avoir une maîtrise globale de la thématique de l'engagement citoyen en Afrique. Il faut néanmoins reconnaître que chaque membre de l'équipe est avant tout un spécialiste du mouvement citoyen de son pays et a été responsabilisé dans ce sens pour conduire les enquêtes de terrain sur place.
7. Cette expression est utilisée pour désigner les aînés.
8. *Esprits* : membres du mouvement Y'en a marre.

Références

- Arnaud, C., 2016, *Jeunesses sahariennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*, AFD, Notes techniques, n°15. (<https://www.afd.fr/sites/afd/files/imported-files/15-notes-techniques.pdf>), 20 juillet 2019.
- Bangré, H., 2016, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'IFRI*, Paris, pp. 4-26. (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf), 19 juin 2019.
- Benga, N. A., 2013, « Les murs-murs sur nos murs. Quête de citoyenneté et culture urbaine à Dakar (1990-2000) », dans Diouf M. et Fredericks R. (Eds.), *Les arts de la citoyenneté au Sénégal*, Paris, Karthala, pp. 357-377.
- Bonnectase, V., 2015, « Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime », *Politique africaine*, n° 137, pp. 151-168.
- Boucher, M., Pleyers, G. & Rebughini, P., 2017, *Subjectivation et désubjectivation. Penser le sujet dans la globalisation*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme.
- Bouvier, P. & Omasombo Tshonda, J., 2015, « RDC 2014 : la fièvre électorale s'empare du pays », *Cahiers africains – Afrika Studies*, n° 86, (https://www.eca-creac.eu/sites/default/files/pdf/a._ca87_conjonctures_2015_hd_print_corr.pdf), 19 juin 2019.
- Branch, A., Mampilly, Z., 2015, *Popular Protest and Political Change*, Londres, Zed Books.

- Cefaï, D., 2001, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », dans D. Cefaï, D. Trom (Dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 51-97.
- Chazel, F., 2009, « Mobilisation des ressources », in Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po (PFNSP).
- Dalberto, S. A., 2011, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse », *Les carnets du CAP*, pp. 37-65, (https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/705411/filename/CAP_05_15_Awenengo_Mobilisations_de_la_jeunesse_au_Senegal.pdf), 30 mai 2019.
- Dieng, M., 2015, « La contribution des jeunes à l'alternance politique au Sénégal : Le rôle de Bul faale et de Y'en a marre », *Revue africaine de sociologie*, Vol. 19, n° 2, pp. 75-95.
- Dimé, M., 2017, « De bul faale à Y'en a marre. Continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal », *Afrique et développement*, Volume XLII, no 2, pp. 83-106.
- Diop, M.-C., 2013, « Introduction. État, pouvoirs et société. Essai sur les trajectoires du Sénégal contemporain », dans M.-C. Diop (ed.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala, pp. 41-95.
- Dugrand, C., 2012, « "Combattants de la parole" : parlementaires-debout et mobilisation partisane à Kinshasa », *Politique africaine*, n° 127, pp. 49-69.
- Farro, A. 2000, *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*. Nouvelle édition [en ligne]. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Fassin, D., 2015, « Économie morale de la protestation », *Mouvements*, n° 83, pp. 122 à 129.
- Gellar, S., 2013, « The Rise of Citizen Movements and the Consolidation of Democracy under the Abdoulaye Wade Regime (2000-2012) », dans M.-C. Diop (Éd.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala, pp. 119-52.
- Gorovei, D., 2016, « Le rôle des mouvements citoyens dans le processus électoral en Afrique subsaharienne : le cas du "Balai citoyen" (Burkina Faso) », *Romanian Political Science Review*, vol. XVI n° 4, pp. 511-536.
- Gurr, T., 1970, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
- Haeringer, N., 2012, « Y en a marre, une lente sédimentation des frustrations. Entretien avec Fadel Barro », *Mouvements*, n° 69, pp. 151-158.
- Hagberg, S., Kibora, L., Ouattara, F. & Konkobo, A., 2015, « Au cœur de la révolution burkinabè », *Anthropologie et développement*, n° 42-43, pp. 199-224. (<https://journals.openedition.org/anthropodev/pdf/499>). 25 mai 2019.
- Havard, J.-F., 2013, « Senghor ? Y'en a marre ! L'héritage senghorien au prisme des réécritures générationnelles de la nation sénégalaise », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 118, pp. 75-86, (<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-75.htm>), 20 mars 2019.
- Hilgers, M. & Mazzocchetti, J., (Eds), 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala.

- Kapagama, P., 2017, « La mobilisation sociopolitique par des mouvements des jeunes en République démocratique du Congo (2015 à 2017). Cas des mouvements Lucha et Filimbi », Communication au Colloque du GIERSA *Enjeux et pratiques linguistiques dans les villes africaines*, Congrès de l'ACFAS, Montréal 9 mai.
- Kelly, C., 2012, « Senegal: What Will Turnover Bring? » *Journal of Democracy*, vol. 23, n° 3, pp. 121-131.
- Le Saout, D., 1999, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *Insaniyat*, n° 8, pp. 145-163.
- Mamdani, M. & Wamba DiaWamba, E., (Eds), 1995, *African Studies in Social Movements and Democracy*, Dakar, CODESRIA.
- Mansbridge, J., 2013, 'Everyday Activism', *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*.
- Mathieu, L., 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, pp. 75-100.
- Mathieu, L., 2004, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, Vol. 45, n° 3, pp. 561-580.
- Mathieu, L., 2007, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, volume XX – n° 77, pp. 131-151.
- Mbembe, A., 2000, *De la décolonisation, Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala.
- McCarthy, J. et Zald, M. N., 1977, 'Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory', *American Journal of Sociology*, n° 6, pp. 1212-1241.
- McAdam D., Tarrow S. et Tilly C., 1998, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, n° 41, p. 7-32.
- Meister, S., 2017, « Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes. Le nouvel activisme tchadien », IFRI, *L'Afrique en questions*, n° 32, p. 1-6.
- Merklen, D. et Pleyers, G., 2011, « La localisation des mouvements sociaux », *Cahiers des Amériques latines*. (<https://journals.openedition.org/cal/385>). 20 mars 2019.
- Neocosmos, M., 2016, *Thinking Freedom in Africa. Toward a theory of emancipatory politics*, Wits University Press, Johannesburg.
- Neveu, E., 2015, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- Oberschall, A., 1973, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Ouédraogo, B., 2014, *Droit, démocratie et développement en Afrique. Un parfum de jasmin souffle sur le Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.
- Ouvrage collectif, 2014, *M23. Chronique d'une révolution citoyenne*, Dakar, La Brousse.
- Péchu, C., 2009, « Spontanéisme », dans Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (Eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Pleyers, G. et Capitaine, B. (Éds), 2016, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Édition de la Maison des sciences de l'homme.

- Pleyers, G., 2014, « Les jeunes alter-activistes : alter-mondialisme, indignés et transition écologique », in Becquet V., *L'engagement des jeunes*, Paris, Syllèphe, p. 51-68.
- Pleyers, G., 2016, « De la subjectivation à l'action. Le cas des jeunes alter-activistes », dans Capitaine, B. et Pleyers G., (Éds), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 27-47.
- Polet, F., 2016, « Kinshasa les 19, 20 et 21 janvier 2015, Une révolte démocratique », *Revue Tiers-Monde*, n° 228, p. 23-43.
- Polet, F., 2017, « Quand la rue kinoise envahit le politique », *Conjonctures Congolaises 2016*, (https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/212372/1/CA91_Conjonctures%202016_Chap%202-3.pdf), 15 juillet 2019.
- Polet, F., 2018. *Congo 2014-2018 : « glissement » et recompositions de l'espace protestataire*, (https://www.cetri.be/IMG/pdf/congo_2014-2018_-_fp.pdf), 20 juillet 2019.
- Revillard, A., 2003, *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*, (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740/document>), 15 mars 2019.
- Rimondi, L., 2015, « RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir », Éclairage du Grip, p. 1-4, (https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2015/EC_2015-08-17_FR_L-RIMONDI.pdf), 17 juillet 2019.
- Siméant, J., 2013, « Protester, mobiliser, ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 2, p. 125-143.
- Siméant, J., 2014, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala.
- Sivya, S., 2017, « Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples Cas du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) en RD Congo », in Djateng, F. et Kayser C. (eds.), *Métissages, migrations et mouvements de jeunes, Cahiers du Mapinduzi 5*, pp. 40-44, (<http://www.peaceworkafrica.net/wp-content/uploads/2017/10/Mapinduzi-5-frz-WEB.pdf>), 18 avril 2019.
- Sommier, I., 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.
- Soré, Z., 2017, « Quand les jeunes défont le pouvoir. Anthropologie de la participation des mouvements de jeunes à l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 au Burkina Faso », *Mouvements sociaux et changements politiques en Afrique*, Actes du colloque international tenu les 14, 15, 16 novembre 2016 à l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO. École doctorale lettres, sciences humaines et communication (E.D./LE.SH.CO), Tome II, Presses universitaires de Ouagadougou, pp 17-34.
- Tall, K., Pommerolle, M.-E. et Cahen, M., 2015, *Mobilisations collectives en Afrique*, Leiden, Brill.
- Tarrow, S., 1994, *Power in Movement: social movements, collective action and politics*, Cambridge, Cambridge university press.
- Touraine, A., 2013, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil.

- Touré, I., 2017, « Jeunesse, mobilisations sociales et citoyenneté en Afrique de l'Ouest. Étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso », *Afrique et développement*, Volume XLII, n°2, pp. 57-82.
- Trom, D., 2001, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », dans Cefäï D., Trom D. (Éds), *Les Formes de l'action collective*, Paris, éditions de l'EHESS, pp. 99-134.
- Université populaire de l'engagement citoyen (UPEC), 2018, *Les actes de l'UPEC 2018*, (<http://yenamarre.sn/actes-de-lupec/>), 21 janvier 2019.
- Vaillancourt, J. 1991, « Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, pp. 213-222.
- Vigneron, D., 2016, « Changement politique et espace urbain en Afrique de l'Ouest », *Note d'Analyse du GRIP*, pp. 1-16, (https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-01-14_FR_VIGNERON.pdf), 21 mai 2019.
- Wieviorka Michel, 2015, *La violence*, Paris, Hachette.